



SAVARIA CORPORATION

Rapport de gestion

pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2012

Contenu

- 1. Portée du rapport de gestion**
- 2. Énoncés de nature prospective et mise en garde**
- 3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière**
- 4. Survol des activités**
- 5. Contexte commercial**
- 6. Vision, mission et stratégie**
- 7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2012**
- 8. Sommaire des trois derniers exercices**
- 9. Résumé des résultats trimestriels**
- 10. Résultats d'exploitation**
- 11. Situation financière**
- 12. Situation de trésorerie**
- 13. Principales estimations comptables**
- 14. Nouvelles conventions comptables**
- 15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière**
- 16. Obligations contractuelles**
- 17. Arrangements hors bilan**
- 18. Opérations entre parties liées**
- 19. Instruments financiers**
- 20. Risques et incertitudes**
- 21. Perspectives**

1. Portée du rapport de gestion

Ce rapport de gestion vise à aider le lecteur à mieux comprendre les activités de Savaria Corporation et les éléments clés de ses résultats financiers. Il traite, notamment, de la situation financière et des résultats d'exploitation de la société pour les périodes de trois et de douze mois closes le 31 décembre 2012 en les comparant aux résultats des périodes correspondantes de l'exercice 2011. Il présente également une comparaison de ses états de la situation financière aux 31 décembre 2012 et 2011. À moins d'indication contraire, les termes « société » et « Savaria » font référence à Savaria Corporation et ses filiales.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu de concert avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Les états financiers, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et le rapport de gestion ont été revus par le comité d'audit de Savaria et approuvés par son conseil d'administration.

Ce rapport de gestion a été préparé en date du 28 mars 2013. Des renseignements supplémentaires, incluant la notice annuelle d'information, sont disponibles sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

2. Énoncés de nature prospective et mise en garde

Certains énoncés formulés dans ce rapport de gestion peuvent être de nature prospective. Les énoncés prospectifs sont associés à des risques connus et inconnus, à des incertitudes ainsi qu'à d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats, les rendements et les réalisations réels de la société diffèrent substantiellement des résultats, rendements ou réalisations futurs exprimés ou supposés par ces énoncés prospectifs. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à ces énoncés de nature prévisionnelle.

3. Conformité avec les Normes internationales d'information financière

Les états financiers de la société ont été préparés conformément aux IFRS. Toutefois, la société utilise à des fins d'analyse des mesures non conformes aux IFRS telles que : le BAIIA, le BAIIA par action, le fonds de roulement, le ratio de fonds de roulement, la valeur comptable par action, la trésorerie par action et le coefficient d'endettement total net sur le capital investi afin de mesurer sa performance financière. Le BAIIA désigne le résultat avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») tandis que le BAIIA par action représente le BAIIA divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires diluées en circulation. Un rapprochement entre le résultat net et le BAIIA est montré à la section 9, Résumé des résultats trimestriels. Le fonds de roulement est le résultat de l'actif courant moins le passif courant tandis que le ratio de fonds de roulement désigne la division de l'actif courant sur le passif courant. La valeur comptable par action correspond au résultat des capitaux propres divisés par le nombre d'actions en circulation en fin de période et la trésorerie par action correspond au résultat de la trésorerie divisée par le nombre d'actions en circulation en fin de période.

Le coefficient d'endettement total net sur le capital investi est le résultat du total de la dette à long terme moins le net de la trésorerie et des emprunts bancaires (« numérateur ») divisé par le total des capitaux propres plus le numérateur.

Bien que la direction, les investisseurs et les analystes utilisent ces mesures afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation, elles n'ont aucune définition normalisée selon les IFRS et ne remplacent pas les renseignements financiers préparés selon les IFRS. En conséquence, ces mesures pourraient ne pas être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres entreprises.

4. Survol des activités

Les activités de Savaria Corporation se déploient en deux secteurs : le secteur *Accessibilité* et le secteur *Véhicules adaptés*. Le premier est assuré par les activités de quatre filiales. Le secteur *Accessibilité* conçoit, fabrique, distribue et installe des produits répondant aux besoins des personnes à mobilité réduite, principalement des sièges d'escalier, des plates-formes verticales et inclinées, ainsi que des ascenseurs résidentiels et commerciaux. De plus, notre usine localisée en Chine effectue des assemblages de composantes de produits d'accessibilité ainsi que des produits finis pour le compte des filiales de la société et pour la vente de produits sur les marchés asiatique et européen. La société est le chef de file nord-américain de l'industrie de l'accessibilité. Sa gamme élargie de produits est offerte par le biais d'un réseau comptant quelque 600 détaillants, lesquels sont principalement situés en Amérique du Nord. Le secteur *Véhicules adaptés* effectue la conversion et l'adaptation de mini-fourgonnettes, également pour les personnes à mobilité réduite. Les revenus annuels pour le secteur *Accessibilité* sont de l'ordre de 53 millions (« M ») \$ alors que ceux du secteur *Véhicules adaptés* sont de 14 M \$ pour un revenu total de 67 M \$. Les analyses de ce rapport couvrent les deux secteurs d'activité sauf si expressément mentionné.

Savaria, dont le siège social est situé à Laval (Québec), compte cinq autres installations, dont une usine de 125 000 pieds carrés acquise le 13 avril 2012 à Brampton (Ontario) dans laquelle elle a transféré en juillet 2012 ses opérations de Brampton. Elle possède également une usine de 70 000 pieds carrés à Montréal (Québec) et de 35 000 pieds carrés à Huizhou (Chine).

Pour l'exercice 2012, les revenus de Savaria émanent des États-Unis (44 %), du Canada (45 %) et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de l'Amérique du Nord (11 %). La société emploie près de 360 personnes et ses actions sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole SIS.

5. Contexte commercial

Un marché en croissance dû au vieillissement sans précédent de la population

Les équipements destinés au marché de l'accessibilité sont vendus, d'une part, aux utilisateurs de fauteuil roulant, et d'autre part, aux personnes âgées éprouvant des problèmes de mobilité. Pour ces gens, les escaliers et les entrées surélevées sont d'importants obstacles. Par conséquent, plus la population vieillit, plus les personnes ayant recours aux produits d'accessibilité sont nombreuses.

Le vieillissement de la population s'accélère, comme le démontre une étude, intitulée « An Aging World: 2008 », publiée, en juillet 2009, par le U.S. Census Bureau.

En 2008, le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans dans le monde était évalué à 506 millions, représentant 7 % de la population mondiale totale. 870 000 personnes de plus chaque mois atteignaient l'âge de 65 ans à l'échelle mondiale. Cette augmentation sera de l'ordre de 1,9 million de personnes par mois selon les projections sur dix ans.

Par conséquent, le nombre de personnes nécessitant des équipements d'accessibilité augmentera, et ce, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, les gens âgés sont plus nombreux et leur durée de vie s'allonge, alors que l'espérance de vie moyenne excède désormais 80 ans, dans 11 pays. De plus, les personnes âgées sont de plus en plus fortunées et plusieurs d'entre elles ont ainsi les moyens d'adapter leur résidence afin d'y demeurer. Finalement, la structure familiale et les soins aux personnes vieillissantes changent, ce qui oblige de plus en plus l'installation d'équipements d'accessibilité dans les résidences et les édifices publics où ces dernières vivent.

Par ailleurs, en ce qui a trait au nombre de personnes handicapées, le U.S. Census Bureau envisage qu'il augmentera deux fois plus rapidement que la population du pays. En fait, il prévoit que près de 500 000 Américains de plus par année souffriront d'un handicap, portant leur nombre à 35,4 millions en 2030.

Ces changements fondamentaux auront indéniablement d'importantes conséquences sur la demande de produits d'accessibilité. De surcroît, en raison du vieillissement de la population et des coûts élevés de maintien en institution des personnes à mobilité restreinte, divers organismes publics et privés, tant aux États-Unis qu'au Canada, pourraient rembourser le coût de ces appareils, à l'instar de certains pays européens.

En plus des facteurs démographiques, la demande des produits d'accessibilité est aussi influencée par la conjoncture économique et le marché de la construction résidentielle et institutionnelle.

Quant au contexte concurrentiel nord-américain, il demeure deux principales entreprises qui offrent une gamme de produits similaires à celle de Savaria. En novembre 2012, le principal concurrent de Savaria a cessé ses opérations aux États-Unis, ce qui devrait permettre l'augmentation de sa part de marché. Puisque 85 % des produits de la société sont fabriqués sur mesure, la fabrication et les importations à grande échelle ne représentent guère une menace sérieuse. Bien que les produits concurrentiels soient de bonne qualité et offerts à prix compétitif, Savaria se distingue par sa flexibilité opérationnelle, par la fiabilité et la sécurité de ses produits et par la qualité de son service après-vente.

Le marché du détail, quant à lui, est très fragmenté. On dénombre en Amérique du Nord plus d'un millier de points de vente de produits dans le domaine de l'accessibilité.

6. Vision, mission et stratégie

Notre vision

Se positionner comme chef de file sur le marché nord-américain dans l'industrie de l'accessibilité de produits favorisant la mobilité des gens. Distribuer la gamme de produits la plus complète se distinguant par un design exceptionnel et une qualité de fabrication supérieure. Développer et maintenir une culture client tout en respectant les désirs et les besoins premiers de nos clients, des utilisateurs de produits ainsi que de nos employés. Prendre de l'expansion à travers le monde de façon stratégique afin d'accroître nos ventes et d'optimiser notre pouvoir d'achat.

Notre mission

Nous concevons, fabriquons et distribuons des produits d'accessibilité personnalisés ainsi que des ascenseurs fiables et de qualité supérieure afin d'améliorer le bien-être et la mobilité des gens. Notre culture d'entreprise priorise toujours le client et privilégie le travail d'équipe et le respect mutuel.

Notre stratégie

La stratégie de Savaria consiste à offrir à ses 600 distributeurs et à ses centres canadiens de vente directe la gamme de produits la plus complète de l'industrie, tout en offrant les produits les plus fiables et sécuritaires qui soient.

L'acquisition de Concord London et Savaria Lifts, en 2010, a permis à Savaria d'accroître sa présence sur le marché des ventes directes du secteur *Accessibilité* au Canada. Savaria est maintenant directement présent sur les marchés de Montréal, Toronto, Calgary et Edmonton. La phase d'intégration de ces acquisitions étant complétée, l'accent est maintenant mis sur l'accroissement des ventes dans ces marchés. De plus, Savaria offre deux nouveaux produits d'accessibilité, soit les plates-formes élévatrices Delta, pour les escaliers droits, et Oméga, pour les escaliers courbes, ce qui contribuera à l'atteinte de cet objectif.

Du côté du secteur *Véhicules adaptés*, les acquisitions de Freedom et Liberty, complétées également en 2010, ont permis d'élargir notre gamme de modèles de conversions. Un modèle à entrée arrière est maintenant offert en plus des modèles à entrée latérale et à entrée double déjà offerts par le biais de Van-Action.

L'exécution de notre stratégie nous permettra d'accroître nos ventes sur le marché nord-américain.

7. Faits saillants du quatrième trimestre et de l'exercice 2012

Ventes en hausse de 9 % pour le trimestre, 2 % pour l'exercice

Au 4^e trimestre de 2012, les ventes sont en hausse de 9,2 % pour un montant total de 17,9 M \$ comparativement à des ventes de 16,4 M \$ pour le 4^e trimestre de 2011. Pour l'exercice 2012, les ventes sont en hausse de 2,2 % pour un montant total de 66,7 M \$ comparativement à 65,3 M \$ pour l'exercice 2011. Il s'agit du niveau de ventes trimestrielles et annuelles le plus élevé de l'histoire de la société.

Résultat opérationnel en hausse de 22 % pour le trimestre, en baisse de 14 % pour l'exercice

Le résultat opérationnel est en hausse au 4^e trimestre avec un montant de 1,3 M \$ en 2012 comparativement à 1 M \$ au trimestre correspondant de 2011. Pour l'exercice 2012, le résultat opérationnel est en baisse de 14 % ou 465 000 \$ avec un montant de 2,9 M \$ en 2012 comparativement à un montant de 3,4 M \$ en 2011. N'eût été des frais de déménagement de 1 million \$, encourus suite au transfert des opérations de Brampton, Ontario dans un immeuble acquis au deuxième trimestre, le résultat opérationnel aurait été de 3,9 millions \$.

BAIIA en hausse de 57 % pour le 4^e trimestre, en baisse de 12 % pour l'exercice

La société a généré un BAIIA de l'ordre de 1,8 M \$ au 4^e trimestre de 2012 comparativement à 1,1 M \$ au 4^e trimestre de 2011, et de 4,5 M \$ pour l'exercice 2012 comparativement à 5,1 M \$ pour l'exercice 2011. La baisse pour l'exercice est principalement due aux frais de déménagement de 1 M \$.

8. Sommaires des trois derniers exercices

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les trois derniers exercices.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages)	2012	2011	2010
Ventes	66 734 \$	65 274 \$	65 236 \$
<i>Marge brute en % des ventes</i>	27,1 %	27,9 %	27,9 %
Charges opérationnelles	14 135 \$	14 838 \$	14 252 \$
<i>Charges opérationnelles par rapport aux ventes</i>	21,2 %	22,7 %	21,8 %
Résultat opérationnel	2 930 \$	3 395 \$	4 394 \$
<i>% des ventes</i>	4,4 %	5,2 %	6,7 %
BAIIA ⁽¹⁾	4 488 \$	5 076 \$	5 415 \$
BAIIA par action – de base et dilué	0,19 \$	0,22 \$	0,24 \$
Gain (perte) sur change	(69) \$	137 \$	(256) \$
Résultat net	1 578 \$	2 001 \$	2 568 \$
Résultat par action – de base et dilué	0,07 \$	0,09 \$	0,12 \$
Dividende déclaré par action	0,094 \$	0,102 \$	0,084 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	23 116	23 246	22 314
Actifs totaux	49 380 \$	42 413 \$	47 350 \$
Dette à long terme (y compris la partie non courante)	19 083 \$	12 861 \$	13 392 \$
Passifs totaux	30 156 \$	22 268 \$	25 272 \$
Capitaux propres	19 224 \$	20 145 \$	22 078 \$

⁽¹⁾ Rapprochement du BAIIA avec le résultat net à la section 9

Les ventes, qui étaient stables entre 2010 et 2011, ont augmenté de 2,2 % en 2012.

La marge brute, qui était demeurée stable à 27,9 % pour 2010 et 2011, a diminué à 27,1 % en 2012 principalement en raison de l'effet défavorable de la variation du taux de change effectif du dollar US par rapport au dollar canadien.

Quant au résultat opérationnel, il était en baisse en 2011 comparativement à 2010 dû à une augmentation des charges opérationnelles. En 2012, ces charges sont revenues à un niveau en deçà de celui de 2010. Par contre, des frais de déménagement de 1 M \$ liés à la relocalisation de l'usine de Brampton, ont eu un effet défavorable sur le résultat opérationnel de 2012.

Outre les éléments mentionnés ci-dessus, la variation dans les gains et pertes de change, la variation dans l'évaluation des billets restructurés (anciennement, les placements en PCAA) ainsi que la variation de la juste

valeur d'une option de règlement liée à un emprunt à taux de faveur ont eu un impact important sur le résultat net des trois derniers exercices. En effet, la société a subi des pertes de change de 256 000 \$ et de 69 000 \$ en 2010 et 2012 respectivement, tandis qu'elle a enregistré un gain de change de 137 000 \$ en 2011. En ce qui concerne la variation de l'évaluation des billets restructurés et d'une option de règlement, la société a enregistré une perte nette de 49 000 \$ en 2010 et un gain net de 64 000 \$ en 2011 et de 86 000 \$ en 2012. La charge d'impôt a aussi eu un impact important sur le résultat net. Un ajustement des estimés comptables relatifs aux impôts en 2011 a eu un impact défavorable sur le taux effectif d'impôts de 2011 comparé à celui de 2010 et de 2012. Le taux effectif d'impôts est donc passé de 25,8 % en 2010 à 30,5 % en 2011, pour redescendre à 26,6 % en 2012.

L'actif total a augmenté considérablement en 2012 suite à l'acquisition d'un immeuble durant l'année tandis qu'il avait diminué en 2011 surtout en raison d'une baisse du niveau des créances et autres débiteurs et de la trésorerie. La dette à long terme, qui avait diminué quelque peu en 2011, a augmenté de 6,2 M \$ en 2012 suite à la signature d'une entente de financement liée à l'acquisition d'un immeuble et de la renégociation des dettes existantes. De même, le passif total qui avait diminué de 3 M \$ en 2011 surtout en raison du versement partiel des billets à payer liés à des acquisitions d'entreprises en 2010 et de la diminution des emprunts bancaires, a augmenté de 7,9 M \$ en 2012.

Quant aux capitaux propres, ils sont passés de 22,1 M \$ en 2010 à 20,1 M \$ en 2011 et à 19,2 M \$ en 2012. La diminution de 921 000 \$ en 2012 (1,9 M \$ en 2011) s'explique principalement par la déclaration d'un dividende de 2,2 M \$ (2,4 M \$ en 2011) qui excède le résultat global qui s'est chiffré à 1,2 M \$ (585 000 \$ en 2011).

9. Résumé des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente de l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres.

(en milliers, sauf les montants par action et les pourcentages – non audité)	2012				2011			
	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1	Trimestre 4	Trimestre 3	Trimestre 2	Trimestre 1
Ventes	17 865 \$	16 166 \$	17 472 \$	15 231 \$	16 358 \$	17 395 \$	16 008 \$	15 513 \$
Marge brute en % des ventes	26,5 %	26,1 %	27,9 %	27,8 %	28 %	29,5 %	25 %	29,1 %
Charges opérationnelles ⁽¹⁾	3 457 \$	3 501 \$	3 663 \$	3 514 \$	3 549 \$	3 825 \$	3 689 \$	3 775 \$
% des ventes	19,4 %	21,7 %	21 %	23,1 %	21,7 %	22 %	23,1 %	24,3 %
Résultat opérationnel	1 269 \$	(135) \$	1 090 \$	706 \$	1 037 \$	1 307 \$	316 \$	735 \$
% des ventes	7,1 %	(0,8) %	6,2 %	4,6 %	6,3 %	7,5 %	2 %	4,7 %
Gain (perte) sur change	48 \$	(151) \$	65 \$	(31) \$	(178) \$	513 \$	51 \$	(249) \$
Résultat net	952 \$	(425) \$	691 \$	360 \$	398 \$	1 286 \$	140 \$	177 \$
Résultat par action – de base et dilué	0,04 \$	(0,02) \$	0,03 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,05 \$	0,01 \$	0,01 \$
BAIIA ⁽²⁾	1 806 \$	62 \$	1 601 \$	1 019 \$	1 147 \$	2 332 \$	788 \$	809 \$
BAIIA par action – de base et dilué	0,08 \$	0,003 \$	0,07 \$	0,04 \$	0,05 \$	0,10 \$	0,03 \$	0,04 \$
Dividende déclaré par action	-	-	-	0,094 \$	-	-	-	0,102 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation – dilué	23 132	23 145	23 126	23 197	23 230	23 279	23 451	22 671

⁽¹⁾ Les « charges opérationnelles » incluent : les frais d'administration, les frais de vente, les frais d'ingénierie et les frais de recherche et développement.

⁽²⁾ Rapprochement du BAIIA avec le résultat net au tableau suivant.

Les ventes du 4^e trimestre de 2012 sont à leur plus haut niveau depuis les huit derniers trimestres tandis que les ventes du 3^e trimestre de 2012 étaient basses pour la période de l'année en raison d'un arrêt temporaire de la production à l'usine de Brampton afin de permettre le transfert des opérations dans le nouvel immeuble. Les ventes du 2^e trimestre de 2011 avaient aussi été anormalement basses en raison d'un niveau de commandes bas et d'un taux de change moyen défavorable. Les ventes du 3^e trimestre de 2011 étaient revenues à un niveau normal pour la période de l'année en dépit d'un taux de change moyen défavorable, tandis que les ventes du 4^e trimestre de 2011 étaient à la baisse principalement en raison d'une baisse des commandes dans le secteur *Véhicules adaptés*. À noter que les ventes du premier trimestre d'un exercice sont généralement plus basses que celles des autres trimestres étant donné la saisonnalité des commandes.

La marge brute s'est maintenue à une moyenne de 27,1 % en 2012 et de 27,9 % en 2011.

On remarque une amélioration au niveau des charges opérationnelles; elles représentent en moyenne 21,2 % des ventes en 2012, comparativement à une moyenne de 22,7 % en 2011. Cette amélioration se reflète aussi en

termes de dollars avec des charges trimestrielles moins élevées en 2012 comparativement aux trimestres correspondants en 2011.

Rapprochement du BAIIA avec le résultat net

Tel que mentionné à la section 3, même si le BAIIA n'est pas reconnu selon les IFRS, la direction, les investisseurs et les analystes l'utilisent afin d'évaluer la performance de la société en matière de finances et d'exploitation.

Vous trouverez, au tableau ci-dessous, le rapprochement entre le résultat net et le BAIIA.

(en milliers de dollars – non audité)	2012					2011				
	Total	T 4	T 3	T 2	T 1	Total	T 4	T 3	T 2	T 1
Résultat net	1 578 \$	952 \$	(425) \$	691 \$	360 \$	2 001 \$	398 \$	1 286 \$	140 \$	177 \$
Plus:										
Intérêts sur la dette à long terme	732	210	204	194	124	569	139	149	138	143
Dépense d'intérêts et frais bancaires	96	28	23	20	25	181	25	26	87	43
Charge d'impôt sur le résultat	571	222	(141)	340	150	877	237	488	40	112
Amortissement des immobilisations corporelles	789	201	235	176	177	688	150	185	183	170
Amortissement des immobilisations incorporelles	752	196	176	188	192	792	204	201	205	182
Moins:										
Revenus d'intérêts	30	3	10	8	9	32	6	3	5	18
BAIIA	4 488 \$	1 806 \$	62 \$	1 601 \$	1 019 \$	5 076 \$	1 147 \$	2 332 \$	788 \$	809 \$

La rubrique qui suit fournit une analyse détaillée des résultats d'exploitation du 4^e trimestre de 2012 par rapport au même trimestre de 2011 et des résultats cumulatifs de l'exercice 2012 comparativement à l'exercice antérieur. L'analyse détaillée des trimestres précédents est fournie dans les rapports de gestion intermédiaires des exercices 2012 et 2011, disponibles sur SEDAR (www.sedar.com).

10. Résultats d'exploitation

Les tableaux suivants présentent certaines données sur les résultats du 4^e trimestre (3 mois) ainsi que sur l'exercice clos le 31 décembre 2012 (12 mois).

Marge brute

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Ventes	17 865 \$	16 358 \$	9,2 %	66 734 \$	65 274 \$	2,2 %
Coût des ventes	13 137 \$	11 773 \$	11,6 %	48 679 \$	47 041 \$	3,5 %
Marge brute	4 728 \$	4 585 \$	3,1 %	18 055 \$	18 233 \$	(1,0) %
% des ventes	26,5 %	28 %	s.o.	27,1 %	27,9 %	s.o.

Au 4^e trimestre de 2012, les ventes sont en hausse de 1,5 M \$ ou 9,2 % par rapport aux ventes enregistrées au 4^e trimestre de 2011 en dépit d'un effet défavorable de 620 000 \$ provenant de la variation des taux de change. Le secteur *Accessibilité* a enregistré une hausse de ses ventes de l'ordre de 16,7 % passant de 12,5 M \$ au 4^e trimestre de 2011 à 14,6 M \$ au 4^e trimestre de 2012, tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* ont diminué de 15,4 % passant de 3,8 M \$ au 4^e trimestre de 2011 à 3,2 M \$ au 4^e trimestre de 2012. Pour l'exercice 2012, les ventes sont en hausse de 2,2 % passant de 65,3 M \$ en 2011 à 66,7 M \$ en 2012. L'effet défavorable sur les ventes provenant de la variation des taux de change est de 935 000 \$. Les ventes du secteur *Accessibilité* ont augmenté de 4,3 % passant de 50,3 M \$ en 2011 à 52,5 M \$ en 2012, tandis que les ventes du secteur *Véhicules adaptés* sont en baisse de 709 000 \$ ou 4,7 % passant de 15 M \$ en 2011 à 14,2 M \$ en 2012.

La proportion des ventes provenant des États-Unis sur les ventes totales a considérablement augmenté au cours du 4^e trimestre de 2012 par rapport au 4^e trimestre de 2011, passant de 37,4 % à 46,4 %, alors que la proportion des ventes canadiennes est en baisse, passant de 51,4 % à 43,4 %. Les ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord sont en baisse en termes de pourcentage mais stables en termes de dollars, passant de 11,2 % à 10,2 % pour un montant de 1,8 M \$ pour chacun des deux trimestres. Pour la période de douze mois, les ventes provenant des États-Unis sont en hausse, passant de 41,3 % ou 27 M \$ à 44,1 % ou 29,4 M \$. Les ventes au Canada sont en baisse, passant de 47,9 % ou 31,3 M \$ à 45,4 % ou 30,3 M \$. Les ventes provenant de l'extérieur de l'Amérique du Nord sont stables passant de 10,8 % des ventes en 2011 à 10,5 % en 2012 pour un montant de 7 M \$ pour chacune des deux années.

La marge brute est en hausse de 143 000 \$ pour le 4^e trimestre de 2012 par rapport au trimestre correspondant de 2011. En pourcentage des ventes, la marge brute est passée de 28 % pour le 4^e trimestre de 2011 à 26,5 % pour le 4^e trimestre de 2012. Pour la période de douze mois, la marge brute est légèrement en baisse, passant de 27,9 % à 27,1 %, soit une baisse de 178 000 \$. L'impact défavorable de la variation du taux de change

effectif de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien explique la baisse de la marge brute pour le 4^e trimestre et l'exercice.

La proportion des achats en provenance de la filiale Savaria Huizhou et des autres fournisseurs situés en Asie a augmenté à 35,3 % des achats de matières premières de la filiale Savaria Concord pour 2012, alors qu'elle était de 28,9 % pour 2011.

Résultat opérationnel

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges opérationnelles	3 457 \$	3 549 \$	(2,6) %	14 135 \$	14 838 \$	(4,7) %
<i>% des ventes</i>	19,4 %	21,7 %	s.o.	21,2 %	22,7 %	s.o.
Autres charges	2 \$	- \$	100 %	990 \$	- \$	100 %
Résultat opérationnel	1 269 \$	1 037 \$	22,4 %	2 930 \$	3 395 \$	(13,7) %
<i>% des ventes</i>	7,1 %	6,3 %	s.o.	4,4 %	5,2 %	s.o.

La proportion des charges opérationnelles par rapport aux ventes a diminué au 4^e trimestre de 2012 par rapport à la même période de 2011 ainsi que pour la période de douze mois de 2012. Ces charges sont donc en baisse de 92 000 \$ pour le 4^e trimestre de 2012 et de 703 000 \$ pour les quatre trimestres de 2012 comparativement aux périodes correspondantes de 2011 en raison d'un contrôle plus serré des dépenses et des économies réalisées suite au déménagement de l'usine de Brampton dans l'immeuble acquis au mois d'avril 2012.

Par contre, des frais de déménagement de 1 M \$ pour cette relocalisation sont enregistrés comme autres charges en 2012.

La combinaison de l'augmentation de la marge brute et de la diminution des charges opérationnelles au 4^e trimestre ont eu un effet favorable sur le résultat opérationnel de 232 000 \$. Pour la période de douze mois, la variation favorable des charges opérationnelles compense partiellement la baisse de la marge brute et l'augmentation des autres charges; il en résulte une variation défavorable du résultat opérationnel de 465 000 \$ ou 13,7 %.

Résultat net

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	3 mois (non audités)			12 mois		
	2012	2011	Variation	2012	2011	Variation
Charges financières nettes	95 \$	402 \$	(76,4) %	781 \$	517 \$	51,1 %
Résultat avant impôt	1 174 \$	635 \$	85,2 %	2 149 \$	2 878 \$	(25,3) %
Charge d'impôt sur le résultat	222 \$	237 \$	(6,3) %	571 \$	877 \$	(34,9) %
Résultat net	952 \$	398 \$	139 %	1 578 \$	2 001 \$	(21,1) %
BAIIA	1 806 \$	1 147 \$	57,5 %	4 488 \$	5 076 \$	(11,6) %

Les charges financières nettes sont en baisse de 307 000 \$ au 4^e trimestre de 2012 comparativement au 4^e trimestre de 2011. Cette baisse est principalement due à une variation favorable des gains et pertes de change de 226 000 \$ et de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement de 158 000 \$ partiellement compensée par une augmentation des frais d'intérêts de 74 000 \$. Pour la période de douze mois, les charges financières nettes sont en hausse de 264 000 \$. Cette hausse est principalement due à une variation défavorable des gains et pertes de change de 206 000 \$ et d'une augmentation des frais d'intérêts de 78 000 \$ partiellement compensée par une variation favorable de la juste valeur des billets restructurés et de l'option de règlement de 22 000 \$. Les gains et pertes de change proviennent majoritairement de la conversion, au taux de fin de période, des éléments monétaires libellés en dollars US.

Le taux d'impôt effectif pour le 4^e trimestre de 2012 se situe à 18,9 % comparativement au taux corporatif combiné de 25,3 % et au taux effectif pour la période correspondante de 2011 de 37,4 %; cette variation est principalement attribuable à un gain non imposable relatif à l'évaluation des billets restructurés. Le taux d'impôt effectif pour l'exercice 2012 se situe à 26,6 % comparativement au taux corporatif combiné de 25,3 % et au taux effectif pour 2011 de 30,5 %. La variation par rapport à l'année 2011 est principalement attribuable à des ajustements des estimés comptables relatifs aux impôts en 2011, compensée par une variation favorable des dépenses partiellement déductibles ou non déductibles.

Couverture de change

En harmonie avec la politique sur la couverture de change adoptée par le conseil d'administration, la société utilise des contrats de change afin de réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change. Elle applique la comptabilité de couverture qui permet de comptabiliser les gains, pertes, produits et charges rattachés à l'instrument financier dérivé dans le même exercice que ceux rattachés à l'élément couvert. Les contrats de change sont comptabilisés à leur juste valeur à l'état de la situation financière en fonction de leur date de maturité. La plus ou moins-value non reconnue au résultat net est enregistrée au *Cumul des autres éléments du résultat global*.

En date du 31 décembre 2012, la société ne détenait plus de contrats de change. Par contre, un gain avant impôts de 620 000 \$ provenant de la vente de contrats de change avant échéance est enregistré au *Cumul des*

autres éléments du résultat global et sera renversé au résultat net d'ici mai 2015 selon la période de couverture de chaque contrat.

Couverture de taux d'intérêt

La société a signé une offre de financement en avril 2012 comprenant le refinancement de quatre emprunts à long terme en une seule dette au montant de 7 M \$, et l'émission d'une nouvelle dette au montant de 9,6 M \$, dont 8,6 M \$ a été déboursé en avril 2012 et 1 M \$ en octobre 2012. Puisque ces dettes portent intérêt à taux variable, la société a décidé de conclure des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») afin de minimiser son risque lié aux variations des taux d'intérêt. Elle a donc signé un premier contrat d'échange relatif à un montant de capital de 7 M \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital de 9,6 M \$ avec un taux fixe de 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans.

Tout comme pour les couvertures de change, la société applique la comptabilité de couverture, ce qui permet de comptabiliser les plus ou moins-values non réalisées rattachées à l'instrument financier dérivé au *Cumul des autres éléments du résultat global*, alors que la juste valeur est comptabilisée à l'état de la situation financière. En date du 31 décembre 2012, la moins-value totale sur les contrats de swap s'élève à 291 000 \$ et apparaît à l'état de la situation financière sous la rubrique *Instruments financiers dérivés* des Passifs courants et non courants.

11. Situation financière

Variations entre les états de la situation financière

Le tableau suivant illustre les variations importantes entre les états de la situation financière du 31 décembre 2012 et du 31 décembre 2011, ainsi que les principales explications sur ces variations :

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2012	2011		
Actifs courants				
Trésorerie	1 993 \$	3 931 \$	(49,3) %	Voir explications sur la variation des flux de trésorerie à la section 12, <i>Situation de trésorerie</i> .
Trésorerie réservée	- \$	400 \$	(100) %	Suite à la signature d'une nouvelle entente de financement avec son institution financière, la société n'a plus l'obligation de conserver un solde minimum en encaisse.
Créances et autres débiteurs	11 592 \$	9 120 \$	27,1 %	Augmentation des créances clients (+2,4 M \$) partiellement due à une augmentation des ventes, diminution du taux de change utilisé pour la conversion des débiteurs libellés en dollars US (-105 K \$), et augmentation des taxes de vente et autres comptes à recevoir (+140 K \$).
Nb. de jours nécessaires au recouvrement des créances clients	57	59	(3,4) %	-
Stocks	12 800 \$	14 371 \$	(10,9) %	Réduction du niveau d'inventaire à l'usine de Brampton suite au déménagement et à une meilleure gestion des quantités minimums.

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2012	2011		
Actifs non courants				
Trésorerie réservée	- \$	700 \$	(100) %	Suite à la signature d'une nouvelle entente de financement avec son institution financière, la société n'a plus l'obligation de conserver un solde minimum en encaisse.
Immobilisations corporelles	11 792 \$	1 741 \$	577 %	Acquisitions (+10,9 M \$, dont 10,3 M \$ pour l'immeuble de Brampton), amortissement (-789 K \$) et cessions (-52 K \$).
Immobilisations incorporelles	2 138 \$	2 797 \$	(23,6) %	Amortissement (-752 K \$) et augmentation (+93 K \$).
Passifs courants				
Fournisseurs et autres créditeurs	7 518 \$	6 123 \$	22,8 %	Augmentation des comptes fournisseurs (+1,4 M \$) partiellement due à une augmentation des achats en raison d'une augmentation des ventes, et diminution des salaires et charges sociales à payer (-31 K \$).
Instruments financiers dérivés	117 \$	- \$	100 %	Moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liés à la partie courante des nouvelles dettes.
Partie courante de la dette à long terme	3 619 \$	4 877 \$	(25,8) %	Voir explications de la rubrique « Dette à long terme ».

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les explications des variations)	31 décembre		Variation	Explication des variations
	2012	2011		
Fonds de roulement	14 550 \$	16 377 \$	(11,2) %	Diminution de la trésorerie (-1,9 M \$), augmentation des créances et autres débiteurs (+2,5 M \$), diminution des stocks (-1,6 M \$), augmentation des fournisseurs (-1,4 M \$) et diminution de la partie courante de la dette à long terme (+1,3 M \$).
Ratio de fonds de roulement	2,05	2,19	(6,4) %	Voir ci-haut.
Passifs non courants				
Dette à long terme	15 464 \$	7 984 \$	93,7 %	Nouvelle dette liée à l'acquisition de l'immeuble de Brampton (+9,6 M \$), remboursement de quatre dettes (-7,8 M \$) en vue d'être remplacées par une seule (+7 M \$), remboursement normal de la dette (-1,9 M \$), versement partiel de billets à payer liés aux acquisitions de 2010 (-724 K \$) et autres variations mineures.
Instruments financiers dérivés	174 \$	- \$	100 %	Moins-value non réalisée sur les contrats de swap de taux d'intérêt liés à la partie non courante des nouvelles dettes.
Capitaux propres	19 224 \$	20 145 \$	(4,6) %	Résultat net (+1,6 M \$), émission d'actions (+66 K \$), rachat d'action (-76 K \$), dividende déclaré (-2,2 M \$), et variation du cumul des autres éléments du résultat global (-359 K \$).

Au 31 décembre 2012, Savaria bénéficiait d'une bonne situation financière avec un actif total de 49,4 M \$ contre 42,4 M \$ au 31 décembre 2011, et des passifs totaux de 30,2 M \$ contre 22,3 M \$ au 31 décembre 2011.

Sources de financement disponibles

(en milliers de dollars)	31 décembre	
	2012	2011
Facilités de crédit :		
Autorisées	5 000 \$	2 500 \$
Emprunts bancaires	(3 225)	(75)
Crédit non utilisé	1 775	2 425
Trésorerie	5 218	3 931
Total	6 993 \$	6 356 \$

Tel que démontré ci-dessus, la société possède des fonds disponibles totalisant 7 M \$ au 31 décembre 2012, ce qui lui procure la marge de manœuvre nécessaire afin de faire face à ses obligations potentielles à court terme.

En mars 2012, la société a signé une entente de financement avec son institution financière qui inclut :

- Dette à long terme de 9,6 M \$, dont 8,6 M \$ a été versé en avril 2012 et 1 M \$ en octobre 2012 : L'emprunt, qui a servi à financer l'acquisition de l'immeuble à Brampton, Ontario, est amorti sur une période de 180 mois et prévoit des versements mensuels de 53 000 \$ en capital plus intérêts au taux fixé à 3,58 % pour cinq ans, selon un contrat de swap de taux d'intérêt, tel que mentionné à la section 10;
- Refinancement de quatre dettes à long terme en une seule au montant de 7 M \$: Les conditions de l'entente prévoient une période d'amortissement de 84 mois avec des versements mensuels en capital de 83 000 \$ plus intérêt au taux fixe fixé à 3,48 % pour cinq ans, également selon un contrat de swap de taux d'intérêt. De plus, la société n'a plus l'obligation de conserver un solde minimum en caisse.
- Marge de crédit de 5 M \$: La société a remplacé ses anciennes marges de crédit totalisant 2,5 M \$ par une seule marge au montant de 5 M \$.

Également, au cours de l'exercice 2012, la société a mis en place un processus de consolidation des comptes bancaires de la société mère et ses filiales faisant en sorte que les soldes débiteurs et créditeurs sont présentés au net dans la trésorerie.

La société minimise son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en conservant la majorité de ses emprunts à taux fixe (se référer à la rubrique Couverture de taux d'intérêt de la section 10).

Par ailleurs, la société peut s'exposer à des risques de pertes potentielles sur les contrats de change jusqu'à une valeur maximale de 4,5 M \$ sur une période de couverture maximale de 36 mois. Ce montant représente la moins-value maximale, telle que définie par la banque, que peuvent valoir les contrats de change détenus par la société; par contre, au-delà d'un montant de 3,3 M \$, la banque pourra réaliser les sûretés données en garantie pour couvrir ce risque.

Au 31 décembre 2012, le coefficient d'endettement total net de la société sur le capital investi était de 47,1 % (28,2 % au 31 décembre 2011). L'augmentation est due à l'encaissement net de nouvelles dettes à long terme totalisant 6,2 M \$, tel que décrit ci-dessus.

Autres données et ratios

(en milliers de dollars, sauf les montants par action – non audité)	31 décembre		Variation
	2012	2011	
Valeur comptable par action	0,84 \$	0,88 \$	(4,5) %
Trésorerie par action	0,09 \$	0,17 \$	(47,1) %
Capitalisation boursière	35 739 \$	36 152 \$	(1,1) %

La valeur comptable par action a diminué au 31 décembre 2012 par rapport au 31 décembre 2011 principalement en raison de la déclaration d'un dividende au premier trimestre qui a excédé le résultat global de l'exercice. La capitalisation boursière est aussi en diminution en raison d'une baisse de la valeur de l'action de la société, qui est passée de 1,58 \$ au 31 décembre 2011 à 1,56 \$ au 31 décembre 2012.

À la date du rapport de gestion, la société avait 23 212 864 actions ordinaires et 1 056 250 options en circulation.

12. Situation de trésorerie

Le tableau suivant présente certaines données sur les flux de trésorerie du 4^e trimestre ainsi que pour l'exercice.

(en milliers de dollars)	3 mois (non audités)		12 mois	
	2012	2011	2012	2011
Trésorerie nette liée aux activités opérationnelles	1 284 \$	3 478 \$	4 854 \$	4 371 \$
Trésorerie nette liée aux activités d'investissement	(264) \$	(455) \$	(9 981) \$	(607) \$
Trésorerie nette liée aux activités de financement	(1 786) \$	(894) \$	3 189 \$	(5 874) \$

La société a dégagé des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles inférieurs de 2,2 M \$ pour le 4^e trimestre et supérieurs de 483 000 \$ pour la période de douze mois de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. L'écart du 4^e trimestre est principalement dû à la variation défavorable des éléments hors caisse liés aux opérations de 3,2 M \$ partiellement compensée par une variation favorable du résultat opérationnel (tel qu'expliquée à la section 10). L'écart pour la période de douze mois provient aussi de la

variation défavorable du résultat opérationnel et des éléments hors caisse liés aux opérations de 840 000 \$ partiellement compensées par l'encaissement avant échéance de contrats de change de 786 000 \$.

La société a engagé des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement inférieurs de 191 000 \$ au 4^e trimestre et supérieurs de 9,4 M \$ pour l'exercice 2012 par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La variation du 4^e trimestre est principalement due à une diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 437 000 \$. Pour la période de douze mois, la variation est principalement due à une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles de 9,9 M \$, compensée en partie par une variation favorable de la trésorerie réservée de 700 000 \$.

Au chapitre des activités de financement, Savaria a engagé des flux de trésorerie supérieurs de 892 000 \$ au 4^e trimestre de 2012 comparativement au même trimestre de 2011, principalement en raison d'une variation défavorable dans les emprunts bancaires de 2 M \$ compensée en partie par une augmentation dans l'encaissement de nouvelles dettes à long terme de 1 M \$. Pour la période de douze mois, la société a dégagé des flux de trésorerie supérieurs de 9,1 M \$ en raison d'encaissements supérieurs de nouvelles dettes à long terme de 14 M \$ et d'une variation favorable dans les emprunts bancaires de 1,8 M \$, compensés par un plus grand remboursement de la dette à long terme de 7 M \$.

13. Principales estimations comptables

L'établissement d'états financiers consolidés conformes aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs, des passifs, des ventes et des charges. Les hypothèses et les incertitudes relatives aux estimations qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif comprennent l'évaluation des instruments financiers, y compris les dérivés et les placements dans des billets restructurés et le goodwill.

La juste valeur des contrats de change est estimée en escomptant la différence entre le montant contractuel à terme et la valeur actuelle à terme pour le montant résiduel du contrat utilisant un taux d'intérêt sans risque (basé sur les bons du Trésor). La juste valeur des contrats de swap de taux d'intérêt est estimée en escomptant la différence entre le taux d'intérêt du contrat de swap et les taux du marché sur la valeur des emprunts.

Veuillez vous référer à la section 20, *Risques et incertitudes - Incertitudes relatives à la mesure*, pour les détails concernant l'estimation des placements dans des billets restructurés.

Le montant recouvrable du goodwill est estimé au même moment de chaque année, ou plus fréquemment s'il y a indication de dépréciation. Pour des fins de l'évaluation de la dépréciation du goodwill, le goodwill acquis par le biais d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'unité génératrice de trésorerie (« UGT »), ou au groupe de UGT, qui devrait bénéficier des synergies du regroupement. Chaque UGT ou groupe de UGT auquel le goodwill est ainsi affecté doit représenter le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne et ne doit pas être, avant affectation du goodwill, plus grand qu'un secteur opérationnel. Les montants recouvrables de ces UGT sont basés sur leurs valeurs d'utilité. Elles sont déterminées en escomptant les flux de trésorerie futurs générés par l'utilisation continue des unités. Le calcul des valeurs d'utilité est basé sur les hypothèses clés suivantes :

- Les flux de trésorerie sont projetés sur une période de cinq ans basés sur l'expérience passée et les résultats opérationnels réels, en utilisant un taux de croissance constant de 2 % pour le secteur Accessibilité, et nul pour le secteur Véhicules adaptés;

- La croissance annuelle anticipée des ventes incluse dans les projections de flux de trésorerie est basée sur le plan d'affaires;
- Un taux d'escompte haut et bas avant impôt de 12,1 % et 11 % (13,1 % et 11,9 % en 2011) est appliqué afin de déterminer le montant recouvrable de l'unité. Le taux d'escompte utilisé est basé sur l'expérience passée, et la moyenne pondérée de l'industrie du coût des capitaux, qui est basé sur une fourchette possible de levier sur dette de 42 % à un taux d'intérêt du marché de 3,5 %;
- Les valeurs attribuées aux hypothèses clés représentent l'évaluation de la direction sur les tendances futures de l'industrie de l'accessibilité et sont basées sur des données externes autant qu'internes (données historiques).

Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

14. Nouvelles conventions comptables

Plusieurs nouvelles normes et amendements aux normes et interprétations, non encore adoptés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012, n'ont pas été appliqués lors de la préparation de ces états financiers consolidés.

IFRS 9 - *Instruments financiers*

L'IFRS 9 (2009) remplace les directives de l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. La norme élimine les catégories existantes de l'IAS 39 que sont les placements détenus jusqu'à leur échéance, les actifs disponibles à la vente et les prêts et créances.

Les actifs financiers seront classés dans l'une des deux catégories suivantes au moment de la comptabilisation initiale :

- actifs financiers évalués au coût amorti;
- ou
- actifs financiers évalués à la juste valeur.

Les profits et pertes sur la réévaluation d'actifs financiers évalués à la juste valeur seront comptabilisés dans le résultat net, sauf dans le cas d'un placement dans un instrument de capitaux propres qui n'est pas détenu à des fins de transaction, l'IFRS 9 (2010) donne à l'entité la possibilité de faire le choix irrévocable, au moment de la comptabilisation initiale, de présenter dans les autres éléments du résultat global toutes les variations de la juste valeur d'un placement. Ce choix se fait individuellement, titre par titre. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

L'IFRS 9 (2010) comporte des directives supplémentaires par rapport à celles de l'IFRS 9 (2009) sur le classement et l'évaluation des passifs financiers, et ces directives sont conformes à celles de l'IAS 39, sauf pour ce qui est décrit ci-après.

En vertu de l'IFRS 9 (2010), dans le cas de passifs financiers évalués à la juste valeur selon l'option de la méthode de la juste valeur, les variations de la juste valeur qui sont attribuables aux variations du risque de crédit seront présentées dans les autres éléments du résultat global, et le reste des variations sera comptabilisé dans le résultat net. Toutefois, si cette exigence a pour effet d'entraîner ou d'accroître une non-concordance

comptable dans le résultat net, la totalité des variations de la juste valeur sera comptabilisée dans le résultat net. Les montants présentés dans les autres éléments du résultat global ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net.

De plus, les exigences de l'IAS 39 relatives à la décomptabilisation des actifs et passifs financiers ont été ajoutées à l'IFRS 9 (2010), sans modification.

L'IFRS 9 (2010) annule et remplace l'IFRS 9 (2009), s'applique aux exercices devant être ouverts à compter du 1er janvier 2015, et son adoption anticipée est permise. La société envisage d'adopter l'IFRS 9 (2010) dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1er janvier 2015. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9 (2010) n'a pas encore été déterminée.

IFRS 10 - États financiers consolidés

Les dispositions de l'IFRS 10 remplacent celles de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de la SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. L'IAS 27 (2008) devient l'IAS 27 (2011), *États financiers individuels*, qui reprendra simplement les exigences comptables actuelles s'appliquant aux états financiers individuels.

L'IFRS 10 fournit un modèle unique à appliquer dans le cadre d'une analyse de contrôle de toutes les entités détenues, y compris les entités qui sont actuellement des entités ad hoc entrant dans le champ d'application de la SIC-12. En outre, les procédures de consolidation sont reprises de l'IAS 27 (2008) de façon quasi intégrale.

La société envisage d'adopter l'IFRS 10, y compris les amendements publiés en juin 2012, dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1er janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que l'IFRS 10 ait une incidence significative sur ses états financiers.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

L'IFRS 13 fournit une source unique de directives sur l'évaluation à la juste valeur en remplaçant les directives sur l'évaluation à la juste valeur de diverses IFRS individuelles. Elle définit la juste valeur comme étant le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché à la date d'évaluation, c'est-à-dire un prix de sortie. La norme établit également un cadre d'évaluation de la juste valeur et expose les obligations d'information en la matière qui permettront aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les méthodes et les données d'entrée utilisées pour effectuer les évaluations de la juste valeur et, dans le cas des évaluations de la juste valeur dans des situations susceptibles de se reproduire déterminées à l'aide de données d'entrée non observables importantes (niveau 3), l'effet de ces évaluations sur le résultat net ou sur les autres éléments du résultat global.

L'IFRS 13 explique « comment » évaluer la juste valeur lorsque d'autres IFRS l'exigent ou le permettent. L'IFRS 13 ne met pas en place de nouvelles exigences d'évaluation d'actifs ou de passifs à la juste valeur, ni n'élimine les exceptions d'ordre pratique d'évaluation à la juste valeur qui sont actuellement en vigueur aux termes de certaines normes.

La société envisage d'adopter l'IFRS 13 de façon prospective dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1^{er} janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que l'IFRS 13 ait une incidence significative sur ses états financiers.

Amendements de l'IAS 1 – *Présentation des états financiers*

Les amendements exigent d'une entité qu'elle présente les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net séparément de ceux qui ne seraient jamais reclassés dans le résultat net. En conséquence, une entité qui présente les autres éléments du résultat global avant effets d'impôt liés devra aussi répartir le montant total d'impôt entre ces deux catégories.

L'option existante de présenter le résultat net et les autres éléments du résultat global dans deux états demeure inchangée.

La société envisage d'adopter les amendements dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1er janvier 2013. Comme les amendements n'exigent des changements que dans la présentation des autres éléments du résultat global, la société ne s'attend pas à ce que les amendements de l'IAS 1 aient une incidence significative sur ses états financiers.

Amendements de l'IAS 19 – *Avantages du personnel*

Les amendements ont une incidence sur les indemnités de fin de contrat de travail, qui devraient maintenant être comptabilisées lorsque l'entité comptabilise les coûts de restructuration compris dans le champ d'application de l'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels, ou, si cette date est antérieure, lorsque l'entité n'est plus en mesure de retirer l'offre d'indemnités de fin de contrat de travail.

La société envisage d'adopter les amendements dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1er janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que les amendements de l'IAS 19 aient une incidence significative sur ses états financiers.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011 – Diverses normes

Le nouveau cycle d'améliorations prévoit d'apporter des amendements à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* - informations sectorielles sur le total des actifs et le total des passifs, ainsi que des amendements corrélatifs à d'autres normes et interprétations.

La société envisage d'adopter les amendements des normes dans ses états financiers de la période annuelle ouverte le 1er janvier 2013. La société ne s'attend pas à ce que les amendements aient une incidence significative sur ses états financiers.

15. Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tel que défini par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation des documents d'information. En se fondant sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et bien

conçus à la fin de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et, plus particulièrement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de la société sont responsables de l'établissement et du maintien d'un système de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière.

La direction a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière. Pour ce faire, elle s'est inspirée des critères définis dans le cadre intégré de contrôle interne du Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »). Se fondant sur cette évaluation, la direction ainsi que le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu, au 31 décembre 2012, que les contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société étaient efficaces en ce qu'ils fournissaient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers de la société à des fins de publication conformément aux IFRS.

Changements aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Il n'y a eu aucun changement de contrôles internes à l'égard de l'information financière de la société durant l'exercice 2012 qui aurait eu une incidence importante ou dont on aurait pu raisonnablement croire qui aurait eu une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière.

16. Obligations contractuelles

En dehors des dettes apparaissant à l'état de la situation financière, la société a conclu des ententes pour la location de ses locaux ainsi que des contrats de location-exploitation pour la location de matériel roulant et d'équipement, représentant un engagement total de 2 202 000 \$ (1 827 000 \$ en 2011).

Le tableau suivant donne le détail des engagements de la société au cours des prochains exercices :

(en milliers de dollars)	Total	2013	2014	2015	2016	2017	Après 2017
Obligations de la dette à long terme	22 977 \$	4 149 \$	3 673 \$	2 090 \$	2 002 \$	2 101 \$	8 962 \$
Location-financement	80	37	28	15	-	-	-
Location-exploitation	2 202	780	654	615	142	10	1
Total des obligations contractuelles	25 259 \$	4 966 \$	4 355 \$	2 720 \$	2 144 \$	2 111 \$	8 963 \$

17. Arrangements hors bilan

Autre que les contrats de location-exploitation considérés à la section précédente, *Obligations contractuelles*, Savaria n'a conclu aucun arrangement hors bilan au cours de l'exercice 2012.

18. Opérations entre parties liées

La société a comptabilisé un montant de 41 000 \$ (84 000 \$ en 2011) pour des services rendus par une entité dont un associé est un administrateur de la société. Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par la société et les parties liées.

19. Instruments financiers

La société a périodiquement recours à divers instruments financiers pour gérer le risque lié à la fluctuation des taux de change. Elle ne détient ni n'émet d'instruments financiers dérivés à des fins commerciales ou spéculatives. Les instruments financiers dérivés font l'objet de procédures standard de contrôle en ce qui concerne les conditions de crédit, les contrôles financiers et les procédures de gestion et de surveillance de risque.

Juste valeur des instruments financiers

(en milliers de dollars)	Actifs et passifs présentés à la juste valeur	Actifs et passifs présentés au coût amorti	Total	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie	- \$	1 993 \$	1 993 \$	1 993 \$
Créances et autre débiteurs	-	10 999	10 999	10 999
Prêts à long terme	-	535	535	511
Placements à long terme en billets restructurés	1 401	-	1 401	1 401
Option de règlement	64	-	64	64
Total des actifs financiers	1 465 \$	13 527 \$	14 992 \$	14 968 \$
Passifs financiers				
Fournisseurs et autres créditeurs	-	7 518	7 518	7 518
Instruments financiers dérivés	291	-	291	291
Dette à long terme	-	19 083	19 083	19 139
Total des passifs financiers	291 \$	26 601 \$	26 892 \$	26 948 \$

Risques associés aux instruments financiers

L'analyse des risques associés aux instruments financiers est faite dans la section suivante, *Risques et incertitudes*.

20. Risques et incertitudes

La société est confiante quant à ses perspectives d'avenir à long terme. Néanmoins, les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une influence sur sa capacité de réaliser son plan stratégique et ses objectifs de croissance. Les facteurs suivants devraient être pris en considération en évaluant les perspectives d'avenir de la société.

Facteurs de risques financiers

La société évolue dans une industrie comportant divers risques financiers : le risque de marché (incluant le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix), le risque de crédit et le risque de liquidité. Afin de réduire au minimum les effets négatifs sur son rendement financier, la société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La gestion des risques est assurée par une gestion de la trésorerie centralisée qui permet de définir, d'évaluer et de couvrir les risques financiers.

a) Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises étrangères.

La société réalise approximativement 53 % (50 % en 2011) de ses ventes en devises étrangères et est, par conséquent, exposée à des risques de marché liés aux fluctuations des devises étrangères. Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important sur ses ventes et, par conséquent, sa marge brute. Ces risques sont partiellement compensés par ses achats de matières en dollars US et par l'utilisation d'instruments financiers dérivés comme des contrats de change à terme. Ces contrats confèrent à la société l'obligation de vendre des dollars US à un taux prédéterminé.

La direction a établi une politique exigeant que la société gère le risque de change lié à sa devise fonctionnelle. L'objectif de cette politique consiste à minimiser les risques associés aux transactions en devises étrangères, plus particulièrement le dollar US, pour ainsi protéger la marge brute contre les fluctuations importantes de la valeur du dollar canadien face aux devises étrangères et pour éviter la spéculation sur la valeur des devises. La société s'acquitte de cette tâche en concluant des contrats à terme sur devises. Selon la politique, un maximum de 75 % des entrées nettes prévues en devises américaines doit être couvert.

Les gains et les pertes sur les instruments financiers désignés comme couverture de flux de trésorerie sont comptabilisés dans les résultats pendant la même période que les opérations sous-jacentes. Les variations de la juste valeur des instruments financiers non désignés dans des relations de couverture sont comptabilisées dans les résultats immédiatement.

Tel que requis par les normes comptables, les gains ou pertes non réalisés sur contrats de change désignés comme couverture de flux de trésorerie à une date de fin de période doivent être présentés, déduction faite des impôts, dans les autres éléments du résultat global. Au 31 décembre 2012, la société présente un montant créditeur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 463 000 \$ (593 000 \$ au 31 décembre 2011). Le montant de gain ou de perte réellement réalisé sur les contrats de change dépendra de la valeur du dollar canadien au moment où chaque contrat sera encaissé.

Les gains (pertes) sur les éléments monétaires libellés en dollars US sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une fluctuation importante dans les taux de change pourrait avoir un impact important lors de la conversion de ces éléments monétaires libellés en dollars US et, par conséquent, sur les Produits (charges) financiers(ères) et le résultat net.

b) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

Le risque de taux d'intérêt auquel est exposée la société découle de ses prêts à long terme, ses placements à long terme, ses emprunts bancaires et ses emprunts à long terme. Les placements et emprunts à taux variables exposent la société au risque de variation des flux de trésorerie en raison de la fluctuation des taux d'intérêt, tandis que les placements et emprunts à taux fixes exposent la société au risque de variation de la juste valeur en raison de la fluctuation des taux d'intérêt.

Les dettes de la société sont à taux variables. La société analyse de façon continue son exposition au risque de taux d'intérêt et examine les options de renouvellement et de refinancement qui lui sont disponibles pour minimiser ce risque. Pour ce faire, la société a conclu des opérations d'échange de taux d'intérêt (« contrats de swap ») en avril 2012. Elle a signé un premier contrat d'échange relatif à un montant en capital de 7 000 000 \$ avec un taux d'intérêt fixé à 3,48 %, et un deuxième relatif à un capital de 9 600 000 \$ avec un taux fixé à 3,58 %, tous deux pour une période de 5 ans. Ces instruments dérivés ont été désignés comme couverture aux fins comptables. Le solde total des emprunts faisant l'objet des contrats de swap est de 15 471 000 \$ au 31 décembre 2012 (aucun au 31 décembre 2011). Au 31 décembre 2012, la société présente un montant débiteur dans le cumul des autres éléments du résultat global de 213 000 \$ (aucun au 31 décembre 2011).

Les revenus et dépenses d'intérêts sont comptabilisés dans les Produits (charges) financiers(ères). Une variation importante dans les taux d'intérêt n'aurait pas d'impact important sur le résultat net mais aurait comme incidence, une augmentation ou diminution des "Autres éléments du résultat global".

c) Risque de prix

Les produits de la société comportent des centaines de composantes fabriquées par près de 100 fournisseurs sur la scène internationale. Les prix de ces composantes peuvent varier et affecter les marges bénéficiaires de la société. Grâce à son modèle d'affaires flexible, la société peut changer de fournisseur au besoin afin de minimiser ce risque. La société n'utilise pas de produits dérivés liés au prix des matières.

La société, par l'entremise de sa filiale chinoise, augmente le volume de ses achats en Asie pour bénéficier d'un meilleur rapport qualité-prix. La société analyse individuellement chaque pièce pour évaluer la meilleure source d'approvisionnement tout en considérant plusieurs facteurs, dont le coût de fabrication.

d) Risque de crédit

La trésorerie de la société est détenue ou émise par des institutions financières dont la cote de crédit est de qualité supérieure. Ainsi, la société considère que le risque de non-performance de ces contreparties est négligeable.

La société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Elle effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et elle minimise son risque de crédit en concluant des opérations avec un grand nombre de clients dans divers secteurs d'activité.

Les créances sont portées à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour mauvaises créances. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. L'incertitude entourant la probabilité de

perception peut découler de divers indicateurs comme la détérioration de la solvabilité d'un client ou le report de la perception lorsque l'ancienneté des factures dépasse les modalités habituelles de règlement. La direction revoit régulièrement les créances à recevoir, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour mauvaises créances.

e) Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à honorer ses engagements lorsqu'ils viennent à échéance. La direction analyse le niveau de liquidité de la société de façon continue pour s'assurer d'avoir suffisamment de liquidités pour respecter ses engagements.

Durant l'exercice 2012, la société a obtenu un financement de 9,6 M \$ afin de financer l'acquisition d'un immeuble et de 7 M \$ afin de remplacer quatre prêts à terme. Bien que la société ait réalisé ces activités de financement au cours de l'exercice, il n'est pas garanti que des fonds additionnels puissent être disponibles dans les délais et selon des conditions acceptables pour la société.

Afin de s'assurer de disposer des liquidités nécessaires pour remplir ses obligations à court terme, la société maintient des modalités de paiement avec ses clients semblables à celles dont elle dispose auprès de ses fournisseurs. La société dispose de facilités de crédit suffisantes pour combler les manquements temporaires de synchronisation entre les entrées et sorties de fonds.

Savaria est engagée dans une industrie comportant divers risques et incertitudes. Les résultats d'exploitation et la situation financière de la société pourraient ainsi être compromis par les risques financiers susmentionnés, de même que par chacun des facteurs décrits ci-dessous. Ceux-ci ne sont pas les seuls auxquels la société doit faire face. Des risques et des incertitudes additionnels, présentement inconnus de la direction ou qu'elle juge actuellement peu importants, pourraient éventuellement affecter ses affaires.

Conditions économiques

L'achat d'ascenseurs constitue souvent une dépense discrétionnaire et est par conséquent sensible aux fluctuations économiques et aux conditions du marché immobilier résidentiel. La société prend des mesures pour contrôler ses dépenses et ajuster ses effectifs afin d'ajuster les heures de travail selon son carnet de commandes.

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la société assume certains coûts d'entretien et de réparation en vertu des garanties offertes sur ses produits. Les garanties couvrent une période de trois (3) à trente-six (36) mois selon le produit. L'établissement des provisions de garanties est fondé sur des évaluations et des hypothèses. La direction considère les résultats antérieurs afin d'établir la provision. Si ces estimations et évaluations s'avéraient inexactes, le coût effectif du respect des garanties des produits pourrait être différent de celui enregistré.

Crédits d'impôt

Savaria bénéficie de crédits d'impôt pour la recherche et le développement ainsi que pour les apprentis. Ceux-ci pourraient être affectés par tout changement législatif.

Actifs d'impôt différé

Suite à l'acquisition de Liberty en 2010, un actif d'impôt différé a été comptabilisé puisqu'il est plus probable qu'improbable que les pertes reportées de Liberty soient utilisées. Une réduction significative des revenus prévus pour le secteur *Véhicules adaptés* pourrait empêcher l'utilisation de toutes les pertes avant leur date d'échéance.

Concurrence

L'industrie de l'accessibilité en Amérique du Nord est composée d'une dizaine d'entreprises qui se livrent une vive concurrence. Toutefois, Savaria est le chef de file nord-américain au sein de son industrie. Son envergure lui confère d'importants atouts, dont : une importante notoriété, un vaste réseau de distribution, des économies d'échelle sur ses achats et de multiples fournisseurs étrangers.

Dépendance à l'égard du marché américain

En 2012, le pourcentage des ventes de Savaria réalisées aux États-Unis s'est établi à 44 % (41 % en 2011). La rentabilité de la société pourrait, par conséquent, être affectée par tout événement important pouvant miner l'économie américaine ou les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis (voir Conditions économiques ci-dessus).

Afin de réduire le risque associé aux conditions économiques aux États-Unis, la société augmente son territoire de vente au Canada.

Environnement

La direction de la société estime que ses activités respectent en tous points les lois et les règlements environnementaux.

Poursuites

Dans le cours normal de son exploitation, la société fait l'objet de réclamations et de litiges. Bien que le dénouement des procédures ne puisse être déterminé avec certitude, la direction juge que toute responsabilité qui découlerait de telles éventualités n'aurait pas d'incidence négative importante sur les états financiers consolidés de la société.

La société a reçu une réclamation en relation avec le paiement d'un billet à payer lié à l'acquisition de Freedom. La société a émis une demande reconventionnelle en relation avec cette même transaction. Le dénouement de ces réclamations ne peut être déterminé à cette date.

Incertitudes relatives à la mesure

La société détient des placements qui sont investis dans des billets restructurés à la suite de la conversion du papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »). Ces placements ont fait l'objet d'une évaluation en fin d'exercice.

L'estimation de la juste valeur des billets restructurés a été calculée à l'aide d'information fournie par BlackRock Canada Ltée, l'administrateur des actifs, et d'autres informations auxquelles le public a accès.

À l'aide de cette information, la société a été en mesure de déterminer les caractéristiques clés pour chaque classe de billets restructurés reçue : la valeur nominale, la cote de crédit, le taux d'intérêt ainsi que les paiements d'intérêts projetés et la date d'échéance. Par la suite, la société a estimé le rendement qu'un investisseur potentiel exigerait pour chaque classe de billets (« Taux de rendement exigé ») en vue de calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour chacune des classes en utilisant le Taux de rendement exigé comme facteur d'escompte.

Ces billets font l'objet d'incertitude quant à leur valeur d'encaissement éventuelle. Bien que la direction juge sa technique d'évaluation appropriée dans les circonstances, des modifications aux principales hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur la valeur des billets restructurés au cours des prochains trimestres. La résolution de ces incertitudes pourrait faire en sorte que la valeur définitive de ces placements s'écarte considérablement des meilleures estimations actuelles de la direction.

Pour plus de détails concernant les facteurs de risques, veuillez consulter également la notice annuelle d'information disponible sur le site internet de SEDAR à www.sedar.com.

21. Perspectives

Durant la dernière année, plusieurs événements ont contribué au succès financier de la société et permettent d'envisager l'année 2013 avec enthousiasme. Il s'agit tout d'abord des premières ventes sur le marché nord-américain des plates-formes élévatrices inclinées *Omega*, pour les escaliers courbes, et *Delta*, pour les escaliers droits; du déménagement, en juillet dernier, de nos opérations de Brampton, ce qui résultera en une économie annuelle de près de 1 million \$; du premier contrat d'importance signé par notre filiale chinoise, pour la vente de 27 plates-formes *Omega* destinées aux stations de train sur l'île de Hainan; et finalement, de l'arrêt des opérations de notre principal concurrent nord-américain, en novembre dernier, ce qui offre à Savaria la possibilité d'augmenter sa part du marché. Plusieurs de ces événements généreront des répercussions positives pour les années à venir.

Au cours du troisième trimestre de 2013, nous prévoyons introduire un nouveau produit, soit un siège pour escaliers courbes. Ce produit est actuellement en phase finale de design et bonifiera notre gamme de produits d'accessibilité.

En ce qui concerne notre secteur Véhicules adaptés, il a enregistré en 2012 son meilleur résultat net, et nous prévoyons que l'année 2013 sera le reflet de cette dernière année.

Finalement, notre excellent bilan nous permettra de continuer notre développement de produits et la recherche de nouveaux marchés.

Le 28 mars 2013